



Le 24 mars 2015, Georges Soros commente sur Bloomberg TV la détérioration dramatique de la situation économique de la Grèce. Il souligne, entre autre, le risque pour la zone Euro toute entière d'une sortie de ce pays de la monnaie unique.

Si ce commentaire peut paraître évident, le ton de Mr Soros démontre une inquiétude certaine sur les évolutions politiques européennes récentes.

En effet, une sortie de l'Euro par la Grèce impliquerait un effondrement de son système bancaire, une inflation à deux voir trois chiffres pour ce pays, et des troubles sociaux sur le continent Européen, s'ajoutant à ceux de l'Afrique du Nord et du Moyen Orient.

Pour les autres pays de la zone Euro, cette sortie risque d'amorcer un détricotage des projets de la monnaie unique et de l'union européenne.

De plus, ces autres membres sont aussi caution de cette même dette. Ils verraient leur propre taux d'endettement prendre un bond en avant. Le marché de la dette d'état de la zone Euro pourrait voir disparaître les taux d'intérêts négatifs actuels. Certains pays comme l'Italie et le Portugal seraient particulièrement éprouvés par un coût de leur endettement qui s'envolerait.

Au niveau de la Banque Centrale Européenne, celle-ci serait incapable d'arrêter une baisse substantielle de l'Euro sur les marchés des devises, et verrait une augmentation mécanique du niveau d'inflation sur toute la zone. Elle serait aussi dans l'incapacité de poursuivre sa politique monétaire accommodante. Bref un scénario alarmant pour les marchés financiers, mais néanmoins possible.

L'intérêt politique des membres de la zone Euro n'est pas de prendre cette voie là. Comme tout le monde le sait, cette dette Grecque ne sera jamais remboursée. Mais repousser éternellement cette échéance n'est pas non plus la bonne solution.

La résolution au problème de la dette Grecque reste simple. Les membres de la zone Euro devront se résoudre à constituer l'équivalent d'un 'Bad Bank' pour ce pays (comme un 'Bad souverain' par exemple). Ce véhicule financier regrouperait cette dette toxique dans un premier temps allégeant ainsi la Grèce de son poids. Dans un second temps, il permettrait de l'amortir sur une période très longue, 100ans par exemple.

D'un trait, le problème de cette dette serait réglé pour tout le monde. Tous les membres de la zone euro seraient mis à contribution sur une durée très longue ainsi évitant de trop polluer leurs propres niveaux d'endettement.



Ygal Cohen



Steven Groslin

